

Citoyens du monde

Printemps 2000

# à l'ŒUVRE

**Des Canadiens tournés vers le monde**

**DES FEMMES EN  
SCOOTER :**

**la route du succès  
au Bangladesh**

**LA SENSIBILISATION  
AU SIDA**

**à la manière  
tanzanienne**

**SOUS LE SCEAU  
D'UN « Z » :**

**un refuge pour enfants  
au Panama**



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

Canada 



## Message de la ministre

Les défis du XXI<sup>e</sup> siècle se posent à tous les habitants de la planète. La pauvreté, la dégradation de l'environnement, les crises économiques, les violations des droits de la personne sont autant de questions qui touchent six milliards d'entre nous.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) travaille de concert avec les personnes et les pays les plus pauvres du monde pour remédier à ces problèmes. Au cours de la trentaine d'années d'existence de l'Agence, nous avons appris une chose : c'est que la pauvreté est le dénominateur commun de bien des fléaux. Nous avons appris autre chose, c'est que ce sont précisément les membres les plus faibles de la société, les femmes et les enfants pauvres notamment, qui ont le plus de pouvoir pour changer les choses.

Dans les pays les plus pauvres du monde par exemple, les jeunes filles détiennent la moitié moins de chances que les garçons de fréquenter l'école. Pourtant, chaque année de scolarité supplémentaire se traduit, chez la femme, par une réduction de 10 p. 100 des risques de mourir en couches, par une hausse de 10 p. 100 du taux de survie des bébés, ainsi que par un accroissement de la productivité personnelle de 10 à 30 p. 100. L'éducation des filles constitue le meilleur investissement au développement qu'un pays puisse faire.

L'aide au développement contribue à résoudre les grands problèmes de l'heure en mobilisant les gens, y compris les pauvres, les malades, les marginaux et les faibles. La présente publication réunit l'histoire de quelques-uns seulement de ces milliers de Canadiens activement engagés dans le programme d'aide au développement du Canada. Ces personnes apportent une aide inestimable; prenez un moment pour prendre connaissance de leurs expériences.

Maria Minna  
Ministre de la Coopération internationale

---

Photo page couverture : Agence canadienne de développement international, David Barbour

*Citoyens du monde à l'œuvre* est une publication périodique produite par l'Agence canadienne de développement international.

© Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2000  
Imprimé et relié au Canada  
Conception graphique : Aubut & Nadeau Services Inc.

# à l'ŒUVRE

## Des Canadiens tournés vers le monde

L'Agence canadienne de développement international soutient le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère.

## Table des matières

- 2** Des femmes en scooter : la route du succès au Bangladesh
- 3** Le travail dans un monde d'hommes : filmer au Pakistan  
Un nouveau départ pour les enfants à risque
- 4** La sensibilisation au sida à la manière tanzanienne
- 5** Sous le sceau d'un « Z », un refuge pour enfants au Panama
- 6** Améliorer l'accès à l'éducation pour les filles du Bangladesh
- 7** Un coup d'œil au delà des frontières en ce tournant de millénaire
- 8** Une nouvelle génération fait son chemin
- 9** Un bébé nommé Carlota
- 10** Les sociétés coopératives de crédit aident les Vietnamiens à sortir de la pauvreté
- 11** « Rompre le silence » entourant les enfants roumains porteurs du VIH/sida
- 12** Le pouvoir des filles! Préparer le terrain
- 13** Que le spectacle continue : le développement communautaire dans le Mozambique de l'après-guerre
- 14** Deux mois à Ndiagianiao

### Citoyens du monde à l'œuvre



Photos, en ordre :  
Pat Morrow, Stephanie Colvey,  
Peter Bennett, Stephanie Colvey  
© ACIDI



## Des femmes en scooter la route du succès au Bangladesh

Quand Jill Umbach, de CARE Canada, a visité pour la première fois le programme d'entretien des routes rurales au Bangladesh, elle a été stupéfaite : « Des femmes en scooter! C'est ainsi que nos travailleuses de terrain se déplaçaient d'un site à l'autre. Quel accroc à la tradition, raconte cette native de Etobicoke. Les Bangladaises sont des femmes très fortes, mais jusqu'à tout récemment elles restaient tout à fait absentes de la vie publique. »

La tradition a subi de nombreux accrocs depuis que CARE Canada a lancé, en 1983, son programme en vue d'aider les veuves des régions rurales, les plus pauvres parmi les pauvres, à gagner leur vie. Il s'agissait, pour ces femmes, de réparer les routes de terre reliant la ferme au marché, voies de communication essentielles à la survie des petits producteurs et commerçants dans tout le pays. Travailler à l'extérieur, dans un lieu public comme les routes, est une chose tout à fait inusitée dans un pays où les femmes sont traditionnellement confinées à la maison. Au début, le programme a soulevé l'opposition de certains des membres les plus conservateurs de la collectivité, lesquels ont tenté de dissuader les femmes d'y participer. Mais les femmes devaient survivre et elles ont persisté.

Begum Anwara est l'une d'entre elles. Son mari s'est remarié, l'abandonnant avec leurs trois enfants dans un total dénuelement. Elle tenta de gagner sa vie en décortiquant du riz, mais cela ne lui permettait pas de nourrir ses enfants en pleine croissance. Au moment le plus désespéré, elle a été forcée d'envoyer un de ses fils à l'orphelinat. C'est ensuite qu'elle a entendu parler du projet des routes; elle s'y est immédiatement inscrite.

En peu de temps, elle a pu récupérer son fils et envoyer ses enfants à l'école; elle a même commencé elle-même à apprendre à lire, écrire, compter et à acquérir des compétences de base, comme celles de diriger un commerce. Ses économies lui ont permis de démarrer et d'acheter une petite cordonnerie au marché de sa collectivité. Peu après, elle a terminé le programme d'entretien des routes rurales; elle s'occupe aujourd'hui d'un verger. Lors des élections locales de 1997, les anciens du village l'ont encouragée à se présenter; elle a gagné le siège de représentante des femmes avec une confortable majorité.

L'histoire d'Anwara ressemble à celles de dizaine de milliers d'autres femmes. Aujourd'hui, ce projet financé par l'ACDI, grâce notamment à la fourniture de blé canadien, s'étend à 90 p. 100 du pays, enrôlant, toute l'année, 41 000 femmes dans l'entretien de 82 000 km de routes. On compte, chaque année, 10 000 finissantes du programme, qui sont en mesure de lancer un petit commerce, et 10 000 nouvelles recrues. Plus de 70 p. 100 des finissantes gagnent aujourd'hui au moins autant que ce qu'elles gagnaient en travaillant au programme. En plus d'améliorer leurs propres conditions de vie et d'instruire leurs enfants, ces femmes contribuent en outre à l'essor de l'économie locale. Mais les réalisations excèdent largement le strict plan économique; en effet, ces paysannes pauvres, ces veuves, ont acquis un certain statut social et ont ouvert, à toutes les Bangladaises, de nouvelles possibilités. « Ce programme a donné naissance à toute une cohorte de femmes leaders, déclare Jill Umbach. Une génération entière transmet de nouveaux modèles, de nouveaux rôles sociaux à leurs fils et leurs filles. Même si elles demeurent minoritaires dans les administrations locales, elles n'en ont pas moins d'influence. De la maison à la route, de la route au marché, ces femmes ont entamé une profonde transformation dans leur société. » ■

### LES FAITS

Un enfant né dans un pays en développement comme le Malawi ou l'Ouganda vivra probablement deux fois moins longtemps qu'un autre né dans un pays comme Singapour ou la Suède. Dans le monde, 250 millions d'enfants sont privés de leur enfance car ils sont obligés de travailler. À chaque minute, une femme dans le monde meurt à cause de complications pendant sa grossesse ou à l'accouchement. En 1998, les Journées nationales de vaccination ont permis de protéger 450 millions d'enfants contre la polio—soit plus des deux tiers de tous les enfants de moins de 5 ans de la planète.

*Rapport sur le progrès des Nations 1999*

L'automne dernier, deux jeunes cinéastes, Britt Hamilton de Toronto, en Ontario, et Jennifer Rashleigh de Vancouver, en Colombie-Britannique, ont eu la chance inouïe de passer quatre mois à filmer les scènes de leur choix au Pakistan. Au cours de leur séjour financé par Carrefour canadien international, elles ont bénéficié de l'assistance de la Société asiatique des partenaires à Lahore, au Pakistan. Vêtues du *chalouar kamiz*, le costume traditionnel, elles ont pu filmer la vie au Pakistan du point de vue des femmes. Les deux cinéastes ne se sont heurtées à aucune résistance véritable. « Les étrangers



Photo : Nancy Durrell McKenna © ACDI/CIDA

## Le travail dans un monde d'homme : filmer au Pakistan

ne sont vus ni comme des hommes ni comme des femmes dans une société où l'homme et la femme jouent chacun un rôle strictement défini, explique Jennifer. Les étrangers jouissent de certains privilèges. La société en général leur est plus

accessible qu'aux Pakistanais. »

Conseillées par la Société asiatique des partenaires, Britt et Jennifer se sont retrouvées à Quetta, dans la province du Baluchistan, pour y rencontrer Yasmine Moughal, une dirigeante du conseil local de coordination d'une organisation non gouvernementale (ONG). Bien qu'il ne soit pas bien

vu de photographier les femmes, Yasmine a bien voulu collaborer au film. Après avoir accueilli les deux cinéastes à bras ouverts, elle les a invitées à demeurer avec sa famille qui préparait deux fêtes importantes pour souligner les fiançailles de Yasmine et celles de son frère.

Jennifer et Britt ont pu filmer ces fêtes, qui illustraient bien les grandes différences existant entre le monde des hommes et celui des femmes au Pakistan. Alors que le monde des femmes se caractérisait par le port de vêtements aux couleurs vives, les rires, la présence des enfants et une atmosphère chaleureuse, celui

des hommes assis par terre en train de fumer offrait par contraste l'image de visages calmes et réservés. Le contraste était frappant entre le caractère traditionnel de ces cérémonies et le militantisme de Yasmine dans le mouvement féminin de participation à la vie politique et de résolution de conflits. « Tout en

ayant beaucoup d'assurance, Yasmine continuait de respecter les coutumes et acceptait son rôle de future épouse effacée », explique Britt.

En prenant la défense des femmes dans un monde d'hommes, Yasmine court souvent des risques, tout comme sa famille. Elle enfreint beaucoup de règles, et il lui faut un grand courage pour braver les conventions dans son village. Pour être en mesure de faire son travail, Yasmine doit demeurer en bons termes avec les habitants de son village. Mais c'est sans doute sa famille qui joue le rôle le plus important en lui accordant son appui sans réserve. Même les hommes de la famille la soutiennent car, comme dit son père : « Si les enfants sont malheureux, les parents meurent dans leur cœur même si la vie continue ».

Britt et Jennifer font présentement le montage de leur film, que l'on pourra bientôt se procurer auprès de Carrefour canadien international. ■

## Un nouveau départ pour les enfants à risque

Les enfants des travailleuses du sexe comptent parmi les enfants les plus négligés en Inde, mis au ban de la société à cause de la profession de leur mère et privés des droits les plus élémentaires. Vanchit Vikras, un organisme non gouvernemental de Puna qui œuvre auprès des travailleuses du sexe, était consciente de la situation de leurs enfants et a commencé à travailler avec eux. L'ACDI, par le biais de son Fonds pour le développement de l'enfant, soutient le projet de Vanchit Vikras appelé NEEHAR, qui signifie « goutte de rosée ». NEEHAR est un foyer où ces enfants peuvent habiter, suivre une formation professionnelle et un enseignement informel afin d'accéder au système scolaire officiel et briser le cycle de leurs conditions de vie oppressives. Le projet a commencé avec 15 enfants et, à peine un an plus tard, leur nombre est passé à 80. ■

### Inde



Photo : Nancy Durrell McKenna © ACDI/CIDA



Photo : David Barbour © ACDI/CIDA

## La sensibilisation au sida à la manière tanzanienne

### LES FAITS

Fin 1997, on estimait à 6,2 millions le nombre d'orphelins de moins de 15 ans luttant pour leur survie après le décès par sida de leur mère, ou de leur père et de leur mère. Plus de 95 p. 100 de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne. Fin 1998, 33,4 millions de personnes vivaient avec le VIH ou le sida : environ un tiers étaient des jeunes de 15 à 24 ans. Chaque jour, dans le monde, 7 000 jeunes sont infectés par le virus du sida.

Les pays en développement comptent 85 p. 100 des jeunes du monde et les neuf dixièmes de l'épidémie du sida s'y concentrent désormais.

En Éthiopie, dans le cadre d'une action de promotion destinée aux jeunes, l'usage du préservatif a été présenté comme une stratégie de prévention. En conséquence, les préservatifs sont devenus plus largement disponibles et moins coûteux, et leur utilisation est devenue une norme socialement acceptée parmi les jeunes. Les ventes de préservatifs sont passées de 3 millions d'unités en 1991 à 20 millions d'unités en 1996.

*Campagne mondiale contre le sida, 1999 onusida*

« Des gens qui ne sont jamais sortis de leur milieu me jettent des regards curieux »,

écrit Erin Forsberg, de Vancouver, en relatant son séjour en Tanzanie en tant que représentante étudiante de l'Association d'économie familiale de la Colombie-Britannique. « J'arrive à peine à croire que je me trouve ici, sur les lieux où sont réalisés les projets d'éducation sur le sida de la TAHEA-Iringa (l'Association tanzanienne d'économie familiale) auxquels je m'intéresse depuis la première fois où j'en ai entendu parler. »

Si Erin s'est retrouvée dans ce petit village pour voir de ses yeux l'application d'une méthode originale de sensibilisation des jeunes au sida, c'est grâce à la bourse d'études que lui a accordée l'Association canadienne d'économie familiale pour lui permettre de parfaire ses connaissances et d'enrichir son expérience en santé communautaire et en éducation sur le sida. « Des jeunes du village entrent dans la pièce en chantant et en dansant. Ils parlent de la douleur et des souffrances qu'inflige le sida. À mesure que le spectacle avance, ils se mettent à parler de l'aube d'une ère nouvelle où les membres de leur collectivité mettent leurs énergies en commun pour s'éduquer entre eux afin de prévenir la propagation de ce fléau qu'est le sida. »

Ces jeunes ne se laissent pas terrasser passivement par l'épidémie mondiale; ils militent en faveur du changement. Déterminés à sensibiliser d'autres jeunes, ils vont de village en village en se servant du chant, de la danse et de l'art dramatique pour leur apprendre ce qu'ils doivent savoir sur le sida, la santé et la nutrition. Ils font partie d'une vaste alliance de 17 organisations non gouvernementales qui se vouent à la lutte contre le sida, regroupant aussi bien des écoles de métiers pour les orphelins du sida que des groupes de sensibilisation comme celui qu'Erin a vu.

Le partenariat entre les associations d'économie familiale de la Colombie-Britannique et de la Tanzanie remonte à 1995, au moment où les deux associations ont collaboré à la conception de matériel didactique destiné aux éducateurs tanzaniens. Les échanges d'enseignants qui ont suivi ont permis aux Tanzaniens de mettre à jour leurs programmes d'études et d'adapter le matériel didactique à leurs besoins. Pour leur part, les Canadiens ont appris beaucoup des Tanzaniens au sujet du jumelage d'associations professionnelles avec des groupements de la base, et de l'intégration de leur mission à la poursuite d'objectifs généraux tels que la participation des femmes à la vie politique. Ce partenariat s'est révélé particulièrement efficace parce qu'il a amené des jeunes comme Erin et sa partenaire tanzanienne, Cosmas Happiness Lamosai, à prendre une plus grande part aux activités de leurs associations respectives.

« Quand je songe à l'expérience que j'ai vécue en Tanzanie », dit Erin, « je sais qu'elle m'a marquée et qu'elle continue de me marquer tant personnellement qu'en tant que spécialiste de l'économie familiale. Aujourd'hui, j'ai vraiment envie d'en savoir plus sur ce qui se fait ici, au Canada, en matière de sensibilisation au sida, et de trouver des moyens de faire profiter des gens de mon milieu de l'expérience que j'ai vécue là-bas! » ■

# Sous le sceau d'un « Z » un refuge pour enfants au Panama

« Tous ces enfants ont un point en commun—un passé très difficile et pénible »,

explique Carol Ann Spencer, une jeune stagiaire de l'ACDI qui travaille avec un organisme de bienfaisance pour les enfants à David, au Panama. Originaire de Saint John, au Nouveau-Brunswick, elle participe à la mise sur pied d'un nouveau « Village d'Enfants » pour les enfants abandonnés, victimes de mauvais traitements et orphelins de cette communauté. Elle travaille pour la *Asociacion de Aldeas Infantiles sos* de Panama, que soutient l'organisme Villages d'Enfants sos du Canada. À titre d'adjointe au directeur du village, Jorge Aparicio, que les enfants de sos appellent « papa », Carol Ann s'occupe de travail social, de relations publiques, de recrutement de bénévoles et d'administration générale.



Photo: Hélène Tremblay © ACDI/CIDA

Un « Village d'Enfants » est une petite communauté établie au sein d'une plus grande collectivité de familles. Au village, on s'occupe de fournir des soins aux enfants dans le besoin jusqu'à ce qu'ils soient grands. Les parents y reçoivent une formation spéciale. Les villages comprennent souvent une école et d'autres services qui sont accessibles au reste de la collectivité. Parmi les 23 enfants qui résident au village à David, on trouve une famille de quatre dont la mère est décédée en octobre des suites d'une maladie incurable. D'autres enfants vivaient dans la rue après avoir quitté leur famille pour fuir la violence sexuelle et la brutalité dont ils étaient victimes. D'autres encore ont été abandonnés ou vivaient avec des grands-parents trop âgés pour prendre soin d'eux.

Au travail six et même sept jours par semaine, Carol Ann et ses collègues du bureau local de sos ont fait des progrès admirables pour fonder le nouveau village et mettre en place son admi-

nistration. L'une de leurs principales réalisations est le conseil d'administration, établi récemment et remarquable par la qualité de ses membres : il regroupe le vice-gouverneur de la province, l'épouse du gouverneur, des dirigeants d'entreprises et des représentants de groupes communautaires et des ministères de la Santé, de la Jeunesse et de l'Éducation.

En dépit des longues heures et du travail difficile, on réussit toujours à réserver du temps pour certaines choses importantes de la vie. En novembre, Carol Ann a gâté les enfants et leurs mères sos en leur présentant *La Mascara del Zorro* (Le masque de Zorro). Un succès monstre! « Je me suis amusée à observer l'expression des enfants, raconte-t-elle. Damaso, un petit garçon de deux ans, était particulièrement rigolo. On aurait dit que ses yeux étaient littéralement aspirés par l'écran! »

Malgré leur passé tragique, ces enfants n'ont pas perdu le goût de rire ou d'aimer. Comme le souligne Carol Ann, « c'est très gratifiant de voir la réaction des enfants aux marques d'affection et aux encouragements. Quand on se rappelle ce qu'ils ont vécu avant, cette attitude positive est vraiment impressionnante. Il y a beaucoup d'espoir pour l'avenir de nos enfants ici à sos David, au Panama! » ■

## LES FAITS

Parmi les causes évitables de lésions cérébrales et d'arriération mentale, la carence en iode est la plus importante au monde. Elle touche près de 14 p. 100 de la population mondiale.

Une campagne mondiale d'iodation du sel a été lancée au début des années 1990. Depuis, plus de 1,5 milliard de personnes ont commencé à utiliser du sel iodé. Ainsi, chaque année, des déficiences mentales irréversibles sont épargnées à plus de 12 millions d'enfants. Aujourd'hui, plus de 60 p. 100 du sel comestible dans le monde est iodé.

Des scientifiques de l'Université de Toronto ont réussi à enrichir le sel de fer et d'iode, un procédé que l'on croyait impossible depuis plus de 20 ans.

*Organisation mondiale de la santé*

## Améliorer l'accès à l'éducation pour les filles du Bangladesh



Photo : Roger Lemoyne © ACDI/CIDA

Dans de nombreux pays en développement, les filles ont de plus en plus accès à l'éducation de base. Les professeurs reçoivent une formation qui les sensibilise à la problématique homme-femme et aux droits de l'enfant, le matériel d'apprentissage est adapté aux conditions locales, et les parents et les élèves sont encouragés à participer au fonctionnement des écoles. Toutefois, dans certains coins du monde, les filles font encore l'objet de discrimination et de négligence dès leur plus jeune âge, ce qui limite leurs choix et les empêche d'exploiter leur potentiel à l'âge adulte.

Par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada exécute divers projets destinés à combler l'écart entre les filles et les garçons pour ce qui est de l'accès à l'éducation. L'éducation de base englobe l'alphabétisation, l'acquisition de notions de calcul et la préparation à la vie active. Elle permet d'offrir à tous les citoyens un réservoir de connaissances. Au Bangladesh, l'ACDI soutient une initiative du Unitarian Service Committee (USC), qui vise à alphabétiser les adolescents, surtout les filles. Grâce à ce projet, on contribue à améliorer les perspectives socio-économiques des jeunes en leur offrant des cours d'alphabétisation, des notions d'hygiène et des compétences qui les aideront à gagner leur vie.

Les professeurs joueront un rôle crucial dans le cadre de ce projet, ils inciteront les parents à y participer et les renseigneront sur les progrès de leurs enfants. Le fait d'être encadrées et encouragées par leurs professeurs et leurs parents permettra aux jeunes filles d'accéder plus facilement à l'autonomie et d'avoir devant elles de meilleures perspectives d'avenir.

L'USC, qui œuvre depuis des années auprès des filles du Bangladesh, mettra en œuvre ce projet au cours des cinq prochaines années. ■

## Tania Bélisle-Leclerc a parcouru plus de 12 000 km pour se rendre au Ghana...



### Avec son aide, ses jeunes élèves feront plus de chemin encore !

À l'Agence canadienne de développement international, nous sommes fiers de nous associer à des personnes de la trempe de Tania. Elle a en effet choisi de participer à un projet de Villages d'Enfants SOS Canada et de consacrer les six prochains mois à l'enseignement des bases de l'informatique à de jeunes Ghanéens. Plus tard, lorsqu'elle repensera au passage à l'an 2000, elle sera heureuse d'y avoir assisté et, surtout, très fière d'y avoir joué un rôle. À sa façon, elle aura marqué le millénaire.

C'est avec fierté que l'ACDI parraine la campagne *Notre millénaire* et qu'elle vous convie à souligner le passage au nouveau millénaire, par une action en faveur de la collectivité, qu'il s'agisse de votre quartier ou du monde entier. Pour vous donner des idées, consultez [www.notremillenaire.ca](http://www.notremillenaire.ca) ou téléphonez au numéro vert 1-877-880-6455. Laissez votre marque !



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency



Notre  
millénaire

Une initiative des Fondations  
communautaires au Canada

E t v o u s , c o m m e n t m a r q u e r e z - v o u s l e m i l l é n a i r e ?



# Un coup d'œil au delà des frontières en ce tournant de millénaire

Ce début de millénaire est sans doute la célébration la plus mondiale que nous ayons connue. La veille du jour de l'An a été un événement même pour les cultures qui ne partagent pas notre calendrier. D'un océan à l'autre, des Canadiens s'ouvrent aux pays en développement pour marquer l'avènement du millénaire.

À Vancouver, plus de 200 personnes ont exprimé leur sentiment personnel sur la paix au Moyen-Orient en façonnant des carrés qui ont servi à confectionner une courtépointe. Cette dernière, un projet de *Notre millénaire*, a été exposée en février 2000 à la galerie d'art Maltwood à Victoria.

Pour leur part, les élèves de l'école publique Roberta Bondar d'Ottawa participent au *Projet Love*, une initiative conduite par l'Organisation canadienne sur l'éducation au développement (CODE). Ces écoliers de niveau primaire et leurs enseignants ont envoyé, à des écoles de pays en développement, des trousseaux d'alphabétisation comportant cahiers, règles, crayons et gommes à effacer, d'une valeur unitaire de deux dollars.

À Montréal, l'Association Epmandok organise une levée de fonds durant le Festival haïtien de Montréal pour rebâtir un centre d'alphabétisation dans la région de Docajou à Haïti. Ce centre a été détruit par le cyclone George en 1998.

Tout ceci fait partie de *Notre millénaire*, un programme national et communautaire, coordonné par l'organisme « Fondations communautaires au Canada » et appuyé par différents commanditaires, dont le Programme des partenariats du millé-

naire du Canada. On invite les Canadiens à se regrouper entre membres de la famille, amis, collègues ou autres, afin de marquer le nouveau millénaire. Plus d'un million de personnes y participent déjà.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est fière de parrainer la campagne *Notre millénaire* ainsi que le



Maria Minna et des élèves de l'école Roberta Bondar.

thème « Citoyens du monde » et encourage les Canadiens à offrir un don utile aux communautés d'ici ou d'ailleurs.

La ministre de la Coopération internationale, Maria Minna, a lancé une campagne nationale, dans le cadre de *Notre millénaire*, exhortant les Canadiens à poser des gestes pour améliorer les conditions de vie des gens dans les pays en développement. « Les Canadiens se sont toujours portés volontaires pour œuvrer à l'extérieur des frontières afin d'améliorer la vie des enfants, des femmes et des hommes de par le monde », a déclaré la ministre.

Durant la campagne *Notre millénaire*, tous les dons sont inscrits en direct au registre national. Vous pouvez faire partie du nombre : inscrivez votre don en utilisant l'Internet ou le téléphone (1-877-880-6455).

Pour de plus amples informations sur les programmes de l'ACDI, visitez le site [www.acdi-cida.gc.ca](http://www.acdi-cida.gc.ca)



Volontaires assemblant les pièces de la courtépointe sur la paix au Moyen-Orient.

**Simon Trépanier de Saint-Lambert au Québec, a contribué à aviver l'intérêt de jeunes du Gabon, en Afrique, pour les questions environnementales en élaborant des programmes éducatifs diffusés à la radio et en créant un jeu virtuel sur l'Internet.**

**Erin Forsberg de Vancouver en Colombie-Britannique, est membre d'un mouvement mondial de jeunes qui luttent contre la pandémie de sida. C'est auprès de jeunes militants de Iringa en Tanzanie qu'elle s'est initiée à la tâche.**

**Carol Ann Spencer de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, sait que l'amour a le pouvoir de guérir les maux. Elle a pu en témoigner alors qu'elle travaillait auprès des enfants abandonnés et maltraités du Village d'Enfants SOS à David, au Panama.**

## Une nouvelle génération fait son chemin

Qu'est-ce que ces personnes ont en commun? Elles sont jeunes, brillantes, instruites, elles aiment l'aventure — et le Programme de stages internationaux pour les jeunes de l'ACDI a changé le cours de leur vie.

Ce programme d'emploi, qui fait partie de la Stratégie emploi jeunesse du gouvernement fédéral, aide les jeunes à passer du monde de l'apprentissage à celui du travail. Mais en plus, il offre aux jeunes Canadiens une chance unique dans leur vie d'acquérir de l'expérience dans le domaine du développement international.

Dans le cadre de ce programme, un stagiaire participe pendant une période d'au moins trois mois à la réalisation d'un projet dans un pays en développement — notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la préservation de l'environnement ou des droits de la personne — et, d'habitude, il travaille pendant un certain temps au Canada auprès de l'organisme qui le parraine. Il peut s'agir d'une entreprise, d'une association professionnelle, d'un établissement d'enseignement ou d'une organisation non gouvernementale qui met en œuvre un projet de développement à l'étranger.

Chaque partie en retire des avantages. Ainsi, l'organisme parrain reçoit de l'ACDI une somme allant jusqu'à 15 000 dollars par stagiaire lui permettant de couvrir ses frais. En retour, l'organisme profite de l'enthousiasme, de la créativité et de l'esprit d'entreprise de son stagiaire. De plus, s'il arrive que ce dernier poursuive son travail auprès de l'organisme, la formation valable et l'expérience du développement qu'il aura acquises au cours de son stage constitueront un apport exceptionnel à l'équipe de projet internationale. D'ailleurs, où que ces stagiaires travaillent, l'économie canadienne tire avantage du contact qu'ils ont eu avec les marchés mondiaux en plein essor et de la connaissance qu'ils ont acquise à l'égard d'autres cultures.

Mais c'est peut-être aux jeunes professionnels eux-mêmes que le programme procure les plus grands bénéfices. En effet, au cours des 18 premiers mois

du programme, 90 p. 100 des participants ont trouvé un emploi ou sont retournés étudier dans des domaines reliés à leur expérience, et ce, deux mois ou moins après leur retour au Canada.

Plus de la moitié d'entre eux travaille dans le domaine international, et plus de 90 p. 100 sont convaincus que leur stage a accru leur aptitude à l'emploi. Également plus de 90 p. 100 des organismes parrains appuient fortement le programme. Selon eux, les jeunes professionnels fournissent un travail de qualité à un coût abordable, et ils apportent du sang neuf à l'organisme. Ils contribuent aussi largement aux relations internationales — d'abord par le travail accompli sur le terrain, puis à leur retour au Canada. En outre, selon les termes de l'accord avec les organismes parrains, les stagiaires doivent faire partager aux Canadiens l'expérience qu'ils ont eue à l'étranger. À cette fin, ils présentent des exposés, rédigent des articles ou participent à tous autres genres d'activités de sensibilisation du public. D'autres avantages se font sentir, à plus long terme, à mesure que ces jeunes Canadiens réintègrent la vie au Canada et planifient leur avenir.

Il suffit d'écouter Simon Trépanier parler de son séjour au Gabon. Il décrit ce stage comme une expérience qui lui a donné un sens de la continuation professionnelle basé sur des choix éclairés plutôt que sur des idéaux. « [...] Ce stage m'a donné la chance d'exploiter et renforcer mon intérêt pour les communications, déclare Simon. [...] J'ai eu l'impression tout au long de mon stage de vivre les premiers pas d'une nation dans un processus de développement appelé à prendre une importance quasi révolutionnaire. Cela m'a fait prendre conscience de l'importance des nouvelles technologies de l'information et des communications pour les pays en voie de développement. »

Pour de plus amples renseignements au sujet du Programme de stages internationaux pour les jeunes, visitez le site Web de l'ACDI : [www.acdi-cida.gc.ca](http://www.acdi-cida.gc.ca). ■



Photo: Pierre St-Jacques © ACDI



Photo: Pierre St-Jacques © ACDI



Photo: Pierre St-Jacques © ACDI

Photo : Benoît Aquin © ACDI/CIDA



# Un bébé nommé Carlota

Charlotte Landry, de la ville de Gatineau au Québec, venait de mettre une petite fille au monde. On l'a appelée du même nom qu'elle, Carlota. « C'est le 17 juillet, écrit-elle à sa famille. C'est une journée merveilleuse pour moi. C'est le premier accouchement que je fais dans la jungle du Guatemala. On a appelé la petite Carlota en mon honneur. On ne s'était pas rendu compte mais c'est également aujourd'hui la fête de notre sainte patronne. Carlota pèse sept livres, elle est toute rose et sa maman va bien. Tout comme moi, elle est la septième fille.

*« C'est une journée merveilleuse pour moi. C'est le premier accouchement que je fais dans la jungle du Guatemala. On a appelé la petite Carlota en mon honneur. »*

J'espère qu'elle deviendra aussi comme moi une accoucheuse. Coopérante du CUSO, Charlotte cherche à améliorer les services de santé destinés aux femmes et aux enfants du Guatemala. Elle travaille avec les accoucheuses traditionnelles et les renseigne sur les méthodes modernes en matière de soins périnataux et postnatals, les soins infantiles et la planification familiale. Les accoucheuses traditionnelles, ou sages-femmes, assistent 80 p. 100 de toutes les naissances au Guatemala, et Charlotte consigne la foule de connaissances et la vaste expérience qu'elles ont acquises. Elle les aide également à mettre sur pied une organisation régionale qui leur permette d'échanger leurs connaissances avec leurs homologues, d'obtenir de l'aide de même que la reconnaissance qu'elle mérite sur les plans local et national.

La petite Carlota et sa mère vivent dans un village éloigné de la région de Nueva Generacion Maya, où Charlotte s'est installée pour travailler. Après l'accouchement, tous les jours pendant 20 jours, une accoucheuse rendra visite à Catarina, la mère, après quoi cette dernière se débrouillera toute seule. Elle

allaitera Carlota pendant environ deux ans — et si l'enfant survit jusqu'à l'âge de cinq ans, elle aura de bonnes chances de se rendre à la vie adulte. Cependant, tous les enfants n'ont pas la même chance. Le frère de Carlota est mort peu de jours après sa naissance. Le taux de survie des enfants dans la région est faible, un problème que les accoucheuses n'arrivent pas facilement à résoudre car les conditions de vie et de travail sont souvent difficiles et insalubres. Elles doivent mener une lutte de fond.

Charlotte décrit les conditions dans lesquelles Carlota est née : « Si vous aviez vu les visages des membres de cette famille quand j'ai sorti mon équipement Doppler pour écouter les battements du cœur de leur bébé, se rappelle-t-elle. Ils étaient tellement rassurés. Il faisait chaud, mais comme il y avait des insectes porteurs de malaria, ils entretenaient un feu d'où se dégageait beaucoup de fumée. Catarina s'était aménagé une petite place avec ses jupes et a accouché à même le sol. Aucune planche sur la terre. Aucune intimité non plus, mais nous n'avons rien vu, rien entendu. Catarina est restée vêtue, n'a poussé aucune plainte, et les enfants ont continué à prendre leur petit déjeuner. »

On s'est empressé de donner au nouveau bébé un bracelet de perles rouges pour la protéger du « mal de ojo », une croyance locale qui veut qu'une personne au regard perçant fasse pleurer l'enfant, explique Charlotte. Si cela devait se produire, le seul remède consiste à dévêtir le bébé et à le frotter entièrement avec un oignon en récitant les incantations appropriées. Les sages-femmes ne partagent pas leurs secrets — et elles ne renoncent pas aux traditions.

« Je trouve qu'il est parfois difficile d'apporter son aide parce que tout dans ce pays est tellement différent, admet Charlotte. Toutefois, comprendre et apprécier les gens est chose facile. Peu leur suffit pour être heureux : du maïs, des haricots noirs, de l'eau, des piments, des fruits, leurs familles, des visiteurs, des sourires, des vêtements, des médicaments — et la musique des marimbas. » ■

## Les sociétés coopératives de crédit aident les Vietnamiens à sortir de la pauvreté

Lluu Thi Xuan vit à Lien Son, un village situé à une cinquantaine de kilomètres de Hanoï, au Viêt-Nam. Elle passe presque toute sa journée dans la rizière, à faire un travail physique intense et exigeant. Sa production de riz lui rapporte l'équivalent de 200 à 300 dollars par année. Avec cette somme, elle réussit à faire vivre sa famille de huit personnes. Toutefois, elle vient de trouver un moyen d'arrondir le revenu familial : emprunter 30 dollars à la nouvelle caisse populaire pour acheter trois cochons qu'elle pourra engraisser et vendre à profit au marché.

Cette femme s'efforce, comme beaucoup de paysans vietnamiens, d'améliorer sa situation en empruntant de petites sommes auprès de sa caisse populaire locale. La chose est rendue possible grâce à un nouveau système bancaire coopératif qui, dans le cadre d'un projet d'assistance technique au financement des régions rurales, permet de créer un réseau national de caisses populaires ou de sociétés coopératives de crédit. Ces caisses populaires s'inspirent des établissements québécois du Mouvement Desjardins, principale institution financière québécoise. Développement international Desjardins (DID) gère ce projet et le finance en partie. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) fournit également une contribution.

Les responsables du projet peuvent en outre compter sur l'appui non financier de la Banque nationale du Viêt-Nam, qui fournit des ressources, des services et de la formation. L'implantation de caisses populaires s'inscrit dans le plan adopté par le gouvernement vietnamien en vue de favoriser les investissements agricoles, de réduire la pauvreté et de hausser le taux d'épargne, pour que le pays soit en mesure d'assumer une plus grande partie de son développement.

Environ 80 p. 100 de la population vietnamienne vit à la campagne et l'agriculture est son principal moyen de subsistance. Les investissements restent faibles dans le secteur agricole, bien que ce dernier ait un rôle important à jouer dans la revitalisation de l'économie de marché au Viêt-Nam. De plus, seulement 30 p. 100 des habitants des collectivités agricoles ont accès à des services financiers dignes de ce nom. Il est donc nécessaire de mettre en place des établissements bancaires pour déposer des économies en toute sécurité, toucher des intérêts et obtenir des prêts qui permettront d'accroître la productivité.

Les autorités vietnamiennes ont estimé que le modèle Desjardins présentait un bon équilibre entre la promotion des intérêts économiques et le renforcement des collectivités. Ce modèle permet de consolider à la base les services financiers, chaque caisse populaire consultant les villageois et encourageant leur participation. Les sociétaires élisent parmi eux les membres du conseil d'administration. Tous les villageois peuvent faire des dépôts à la caisse, mais seuls les sociétaires peuvent emprunter. Selon les régions, une part coûte 30 000 dông, soit environ 4 dollars canadiens. Le nombre moyen de sociétaires pour chaque caisse populaire est passé de 288 en 1995 à 654 en 1998.

Les prêts, qui représentent de petits montants (tournant en moyenne autour de 446 dollars), sont principalement destinés à la production. L'argent sert à rentabiliser l'élevage, à acheter de l'engrais ou des semences. Plus de 95 p. 100 des prêts sont remboursés à temps, et les caisses soutiennent qu'aucun emprunteur ne leur fait faux bond.

La réussite du projet se mesure à la popularité des caisses populaires. Le projet d'assistance technique au financement des régions rurales a commencé en mars 1994; moins de cinq ans plus tard, il existait déjà quelque 975 établissements comptant près de 650 000 membres. On trouve maintenant des caisses populaires dans 53 des 61 provinces vietnamiennes, et l'objectif est d'en implanter dans toutes les provinces. Il serait possible de créer environ 5000 de ces sociétés coopératives de crédit. ■

### LES FAITS

#### Vivre sur un volcan

Habiter près d'un volcan, c'est comme être assis sur une poudrière. Les habitants de Quito, la capitale de l'Équateur, en savent quelque chose. À 11 et à 150 km de chez eux, deux volcans en activité crachent régulièrement des nuages de cendre, de gaz et de fumée, ce qui menace la santé des gens et leur productivité. L'ACDI vient de verser une contribution de 150 000 dollars à l'Organisation panaméricaine de la santé pour offrir un appui psychologique aux personnes touchées, aider à prévenir la propagation de maladies infectieuses et assainir les systèmes de distribution de l'eau.

Depuis août dernier, toute la population de Quito et de ses environs est menacée par l'activité du Guagua Pinchinda et du Tungurahua. En plus de traumatiser la population, les éruptions volcaniques (parfois jusqu'à 30 par jour) polluent l'air et l'eau, obstruent les systèmes d'aqueduc, bloquent les routes et paralysent les activités agricoles.

# « Rompre le silence »

## entourant les enfants roumains porteurs du VIH/sida

Plus de la moitié des enfants européens atteints du sida sont roumains, et leur nombre va en croissant. Selon les chiffres de l'UNICEF de septembre 1996, on dénombrait à ce moment-là 4198 cas d'enfants séropositifs dans le pays, dont 3781 avaient moins de 12 ans. Un grand nombre d'entre eux ont contracté la maladie suite à l'utilisation de seringues non stérilisées dans des institutions, notamment des orphelinats. Dans un même élan, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'UNICEF, l'Association canadienne de santé publique (ACSP) et le gouvernement de Roumanie s'efforcent de « rompre le silence » au sujet des enfants roumains porteurs du VIH/sida.

L'UNICEF, ardent défenseur des droits des enfants en Roumanie depuis 1990, met en place, avec le concours du gouvernement roumain, un programme permanent destiné à améliorer le bien-être des enfants dans le pays. Ce programme soutient les projets communautaires visant à offrir des services socio-médicaux et à organiser des activités d'éducation préventive.

Une partie du programme consiste à éduquer les personnes prodiguant des soins, les professeurs et le personnel médical au sujet de la maladie et de ses traitements. Le programme aide aussi les Roumains à mieux comprendre le problème social plus vaste que représente le VIH/sida et les sensibilise au fait que tous les secteurs de la société, y compris le gouvernement, ont un rôle important à jouer. Le programme aide en outre le gouvernement roumain à retirer les enfants séropositifs des institutions et, dans la mesure du possible, à les réunir avec leur famille.

« Dans un pays qui connaît de profonds changements systémiques, ce projet est une étape positive », a déclaré Jim Chauvin, porte-parole du programme international de l'ACSP. « Autrefois, seul le gouvernement avait voix au chapitre, alors que maintenant la communauté des ONG et le secteur privé apportent leur précieuse contribution. » ■

**Carrefour international**

visitez [www.carrefour.gc.ca](http://www.carrefour.gc.ca)

Carrefour international est un lieu de rencontre virtuel pour les milliers de Canadiens et Canadiennes qui œuvrent, ou ont œuvré, dans le domaine du développement international... sans oublier les néophytes, pour lesquels le site ne manquera pas non plus d'intérêt. Il vous offre le moyen de retrouver d'anciennes connaissances, de tisser de nouveaux liens, de partager des informations, des expériences ou des opinions.

- faites-nous connaître vos expériences en développement international
- envoyez une carte postale virtuelle
- communiquez avec vos amis
- renouez avec d'anciennes relations
- échangez vos points de vue
- soyez véritablement branchés, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle !

[www.carrefour.gc.ca](http://www.carrefour.gc.ca)

Canada  Agence canadienne de développement international Canadian International Development Agency

« J'aimerais devenir avocate parce que je veux aider les gens à résoudre leurs problèmes. Par exemple, quand un homme marié meurt, même s'il a un testament, les membres de sa famille veulent prendre de ses biens qui ne leur appartiennent pas; son épouse a alors besoin d'un avocat et je pourrais l'aider. »

Mukombe Chisunka, élève de 6<sup>e</sup> année au Camp d'éducation des fillettes de Lusaka en Zambie

## Le pouvoir des filles ! Préparer le terrain

Il faut du courage et beaucoup de soutien pour qu'une fille comme Mukombe puisse rester à l'école. Des camps de ce genre permettent aux filles d'acquérir l'estime de soi et la confiance nécessaires pour rompre avec les coutumes traditionnelles qui veulent qu'une fille se marie et devienne mère à 14 ou 15 ans. La tâche sera ardue mais elle en vaudra la peine : chaque année additionnelle d'instruction lui vaudra de hausser son revenu de 10 à 20 p. 100; elle fera preuve de beaucoup plus de productivité au travail; elle aura moins d'enfants et ils seront en meilleure santé; et elle aura une chance de réaliser son rêve de devenir avocate et d'aider les autres.

Mukombe ne sait pas grand-chose du Programme pour l'avancement de l'éducation des filles (PAEF) qui appuie le camp. Elle ne connaît pas vraiment les partenaires qui l'ont conçu et qui le financent — le gouvernement de la Zambie, l'UNICEF et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elle ne sait rien non plus des programmes et politiques forgés consciencieusement, des déclarations retentissantes prononcées lors de conférences internationales ni des négociations politiques que les défenseurs de l'éducation mènent dans les coulisses et les antichambres. Cependant, c'est ce travail de base qui permet à des programmes tel le PAEF d'aider Mukombe et des millions de filles comme elle. Et c'est ce terrain que l'ACDI prépare depuis sa création en 1968, alors que la majeure partie de son aide servait à l'éducation et aux échanges techniques. Au milieu des années 1970, durant la Décennie des Nations Unies pour la femme, ce travail de base pris un élan formidable lorsque l'ACDI a adopté une politique visant à intégrer davantage les femmes au développement.



Photo : David Barbour © ACDI/CIDA

Depuis, l'ACDI a toujours ouvert la voie sur la scène internationale pour promouvoir l'égalité des sexes. Elle a été l'une des premières agences à adopter formellement une politique, un plan et un programme qui intégraient les femmes au développement à titre d'agentes, de bénéficiaires et de décideuses. Au fil des ans, l'ACDI a littéralement financé des milliers d'organisations qui ont, entre autres, dispensé des soins de santé, de l'instruction, de la formation axée sur les compétences, accordé du crédit et transmis des capacités de leadership aux femmes et aux filles. Grâce à sa détermination et à sa fermeté, l'ACDI a influencé des organisations internationales, d'autres donateurs et ses partenaires des pays en développement pour que l'égalité des sexes soit maintenue au premier rang et au centre du programme international. Lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes tenue à Beijing en 1995, l'ACDI a joué un rôle majeur dans la rédaction de la section du Plan d'action qui traite de la fillette. Diana Rivington, une des négociatrices du Canada à la conférence et actuelle directrice de la Direction de l'intégration de la femme au développement et de l'égalité des sexes à l'ACDI, résume la position de

l'ACDI : « Comme l'a dit Lawrence Summers, alors qu'il était vice-président et économiste en chef à la Banque mondiale, l'investissement dans l'éducation des filles est peut-être celui qui rapporte le plus haut taux de rendement du capital investi qu'on puisse avoir dans le monde en développement. »

Cette déclaration peut bien ne pas signifier grand-chose pour Mukombe. Toutefois, les programmes tel le PAEF auxquels cette vision a donné lieu lui permettront, à elle, d'en faire la preuve. ■

# QUE LE SPECTACLE CONTINUE

## le développement communautaire dans le Mozambique de l'après-guerre

Les villages et les petites villes de la région du nord du Mozambique se remettent lentement des 16 ans de guerre civile sans merci qu'il ont vécus. Leurs difficultés sont de taille — transports, santé, éducation, agriculture, — tous les secteurs ont été dévastés. Une génération entière de jeunes s'est perdue. Le pays est truffé de mines. « La première chose qui vous frappe, c'est la grande pauvreté », déclare Lana Wright, de Toronto, surveillante sur le terrain travaillant avec Coopération Canada-Mozambique, COCAMO, dans la ville de Nampula au nord du pays.

Originaire de Capetown, en Afrique du Sud, Lana avait six ans lorsque sa famille s'est établie à Toronto. « Après la remise en liberté de Mandela, j'ai voulu retourner et travailler en Afrique australe, dit-elle. Quand j'ai appris que COCAMO offrait des débouchés, cela m'a intéressée. Plus j'apprenais sur les conditions au Mozambique, en particulier au nord, de même que sur le travail accompli par COCAMO, plus j'étais intéressée. Ce travail m'est apparu comme l'occasion de rendre un peu de la chance que j'avais eue de grandir au Canada. »

Une fois parvenue sur les lieux, Lana a vu beaucoup plus que la pauvreté. « Les gens parcourent de longs trajets à pied tous les jours parce qu'il n'y a pas de réseau de transport efficace. Ils n'ont pas de chaussures, leurs t-shirts sont déchirés et ne tiennent qu'à quelques fils. Des vendeurs de rue offrent des cacahuètes rôties, des femmes s'enveloppent dans des tissus colorés et se couvrent la tête de foulards; beaucoup d'enfants jouent, plusieurs d'entre eux ne sont pas inscrits à l'école. Les aveugles, les personnes défigurées et les gens handicapés se promènent, accompagnés parfois par des enfants. Parmi les gens, des chiens errants, des chèvres et des poulets. »

Ce que Lana a découvert, c'est un peuple décidé à rebâtir le pays qui servait au Moyen Âge de port d'entrée maritime de l'Afrique australe à l'empire commercial du monde arabe. COCAMO s'emploie, de concert avec les organisations locales, à aider le Mozambique à se relever et à réaliser un développement à long terme. « Les gens avec qui nous travaillons sont très dévoués et ont beaucoup de talents », affirme Lana. Des jeunes mettent en place des programmes de prévention du choléra; des agricultrices et des agriculteurs s'efforcent d'améliorer les



Photo : Bruce Paton © ACDI/CIDA

techniques agricoles; des femmes apprennent à administrer de petites entreprises; les Églises réalisent des programmes « d'armes-contre-jouets », une éducation à la paix; et des bénévoles se sont dispersés partout dans le pays afin d'instruire les hommes et les femmes sur les droits de la personne et sur la participation politique au sein d'une démocratie.

Les activités de COCAMO dans le nord mettent l'accent sur deux districts touchés par la guerre qui, jusqu'à tout dernièrement, avaient été tenus à l'écart de la plupart des efforts de développement. Un partenaire de longue date, l'organisation Salama, spécialisée dans le secteur de la santé et qui forme des groupes d'anima-

teurs communautaires dans le domaine de l'éducation à la santé et de la création d'activités rémunératrices, met en œuvre des programmes d'immunisation communautaire en collaboration avec les autorités locales; également, elle prépare des gens à devenir des formateurs et des agents de mobilisation à l'intention de nouveaux groupes communautaires.

Une des principales difficultés que l'on rencontre dans ce coin du pays est l'accessibilité; plusieurs collectivités sont isolées — les routes et les ponts sont depuis longtemps négligés et les fonds pour les remettre en état sont inexistantes. Une difficulté — mais pas un obstacle.

Pour Lana, une anecdote résume l'esprit qui règne dans les groupes avec lesquels coopère COCAMO. Elle raconte l'histoire d'une délégation officielle qui se rend voir un projet à Mecuaase, un village isolé à 180 km à l'ouest de Nampula. Pour l'occasion, l'organisation locale prévoit présenter une pièce de théâtre. On est au beau milieu de la saison des pluies et, après un parcours qui a exigé deux fois plus de temps que d'habitude, les visiteurs se voient forcés de s'arrêter avant d'arriver à destination. La route est complètement délavée et impraticable.

La troupe de théâtre, qui attendait, s'est montrée imperturbable devant l'inondation. « Ils ont fait le kilomètre et demi qui les séparait de leurs hôtes à pied, sous la chaleur, frayant leur passage dans quatre pieds d'eau. Ils ont déplacé chaises et comédiens jusqu'à la délégation qui leur rendait visite, et ils ont poursuivi leur spectacle. » ■

## Deux mois à Ndiagianiao

Le 2 mars 1998, Valérie Chalifour de Donnacona, au Québec, a entrepris un voyage qui allait changer sa vie. Elle se rendait à Ndiagianiao, un tout petit village du Sénégal, où elle devait travailler avec des groupes de jeunes participant à des projets de protection de l'environnement. Valérie était une volontaire du Club 2/3, un organisme d'éducation et de coopération internationale. Elle a trouvé elle-même l'argent nécessaire en sollicitant des dons auprès de clubs sociaux, d'entreprises, d'organisations religieuses, de membres de sa famille et d'amis. Après quatre fins de semaine de formation, elle a quitté pour l'Afrique.

Là-bas, Valérie a été hébergée par la famille Kandji, qui compte 16 membres. « Ils m'ont reçue comme si j'avais été une des leurs — avec la curiosité en plus ! », se rappelle Valérie. La langue n'a jamais vraiment constitué un problème. Beaucoup de villageois instruits parlaient français, et Valérie a appris quelques mots de ouolof, la langue locale, pour pouvoir communiquer avec les enfants et les femmes qui n'étaient jamais allées à l'école. « Je n'ai pas mis longtemps à découvrir qu'il existe toutes sortes de façons de communiquer », témoigne-t-elle.

Les groupes de jeunes de l'endroit participaient à des projets de développement communautaire, par exemple à des activités de reboisement. Pendant son séjour là-bas, Valérie s'est déplacée avec ces jeunes d'une école à l'autre pour essayer de com-

prendre comment les jeunes voient leur environnement et les aider à concevoir des projets concrets pour atteindre leurs objectifs. Valérie a pu voir de ses yeux quels obstacles les habitants de cette région exposée à la sécheresse doivent surmonter chaque jour pour se procurer de l'eau. « J'ai vécu dans un milieu complètement différent de celui de mon enfance, dit-elle d'un air songeur. À mon retour à la maison, j'ai vraiment compris quelle chance nous avons ici. »

Valérie est rentrée chez elle en ayant acquis « une vision entièrement nouvelle du monde », de nouvelles valeurs et une nouvelle ouverture d'esprit face aux autres réalités. À ses yeux, les valeurs qu'elle a découvertes en Afrique, l'entraide, la générosité, cette faculté de ne rejeter personne et de considérer que chacun est important, constituent « la clé qui ouvre la porte menant à la solidarité ».

Aujourd'hui, Valérie continue de parler de son séjour en Afrique, de confier à qui veut l'entendre les observations et les pensées que lui a inspirées son expérience d'une vie. Pendant deux courts mois, elle a vu de ses yeux ce qu'est la coopération internationale et quel rôle les Canadiens peuvent y jouer. « Avant d'offrir notre savoir aux autres, il nous faut comprendre leurs réalités culturelles, sociales et matérielles, explique-t-elle. La coopération, c'est la faculté de s'adapter à la réalité de l'autre. » ■

### CHACUN SON TOUR

En 1985, Joan Brown, une agricultrice de Sainte-Élisabeth au Québec, a accueilli un jeune Malien de Sanankoroba dans le cadre d'un programme d'échange. Emballés par l'expérience, Joan et des voisins ont décidé de maintenir les liens avec le conseil des anciens de Sanankoroba. L'année suivante, 50 agriculteurs de Sainte-Élisabeth ont planté de l'orge dans un champ communal. L'argent de leur récolte a permis aux agriculteurs maliens d'acheter le bétail et les charrues nécessaires à l'ensemencement de leur propre terrain communal. Grâce à une récolte abondante, ils ont pu régler des dettes, nourrir leurs familles et même réaliser des profits. Le dixième anniversaire de cette belle collaboration a coïncidé avec notre crise du verglas. À leur tour, les citoyens de Sanankoroba ont envoyé à leurs amis d'ici 100 \$, une somme qui, chez eux, permet de nourrir une famille durant des mois. « Ne considérez pas cela comme un don d'un pays pauvre à un pays riche, a déclaré Moussa Konate, un enseignant. La solidarité, ça se passe entre les gens et ce n'est pas à sens unique. »